

AUGMENTER LES SALAIRES, C'EST ENCOURAGER L'INFLATION ?

C'est logique, pour financer les hausses de salaire, les prix augmentent pour maintenir la rentabilité !

Mais depuis 40 ans, les prix grimpent, pas les salaires ! C'est pour cette raison que le pouvoir d'achat stagne, voire diminue pour certains ménages.

Oui, c'est vrai...

En fait, la modération de l'inflation a pénalisé les salaires au profit des plus riches. Cette politique a creusé les inégalités.

Pour s'en sortir, heureusement qu'on trouve des produits à bas prix.

La course au toujours-moins-cher alimente le dumping social, pousse aux délocalisations et détruit les emplois ! Par effet d'entraînement, le déficit de la balance commerciale s'accroît et la dette publique augmente !

Les prix bas, ce n'est donc pas la solution ?

Cette politique impose l'austérité salariale et budgétaire. Concrètement, c'est moins de services publics et moins de protection sociale.

Baisser les prix, c'est pas bon et augmenter les salaires ça pourrait faire grimper les prix... Alors, qu'est ce qu'on peut faire ?

C'est trop compliqué pour moi...

Effectivement, le mécanisme peut paraître complexe, mais on ne peut pas dire que ce sont les hausses de salaire qui sont à l'origine de l'inflation actuellement ?

Non, les prix augmentent, pas les salaires !

C'est pour cela qu'il faut revaloriser les salaires au dessus des prix !

C'est pas un peu risqué ?

Au contraire, faire le choix d'une inflation salariale modérée c'est bénéfique pour la consommation. Ça ouvre des débouchés pour les entreprises et, mécaniquement, ça diminue le montant de la dette publique !

Augmenter les salaires, c'est possible



Avec la flambée des prix de l'énergie, l'inflation est passée au-dessus des 2 % il y a quelques semaines. Cette poussée attise les craintes du patronat : des revalorisations salariales nous feraient tomber dans la spirale inflationniste !

QUI A PEUR DE L'INFLATION ?

L'inflation est souvent présentée comme un mal à combattre. Accusés d'en être la source, les politiques libérales ont prôné la modération des salaires. Ainsi, depuis 1982, ils ne sont plus indexés sur les prix. Résultat, les salaires ne suivent plus l'accroissement des prix. En fait, l'obsession pour la maîtrise de l'inflation a surtout favorisé les détenteurs de capitaux au détriment des classes populaires et moyennes. Les gains de productivité dans les entreprises ont d'abord alimenté les profits dont une part de plus en plus importante a été reversée, sous forme de dividendes aux actionnaires, au dépens des créations d'emplois et des investissements.

LE COÛT DE LA MAÎTRISE DE L'INFLATION

La politique libérale de maîtrise de l'inflation a donc surtout profité aux plus riches. Leur patrimoine a largement prospéré avec notamment une hausse des prix de l'immobilier. Cette sur-accumulation des richesses s'est faite au détriment des investissements et a accentué les inégalités. Une majorité de salariés et de retraités ont vu leur pouvoir d'achat, au mieux stagner, au pire se détériorer. Pour compenser, la course aux prix bas, affichés pour allécher les consommateurs, a favorisé le dumping social, a encouragé les délocalisations et a détruit l'emploi. Ce choix politique a entraîné une détérioration de la balance commerciale et a amplifié la dette publique. Une occasion pour faire pression sur les salaires et les conditions de travail dans les entreprises. Un prétexte pour imposer l'austérité budgétaire dans les services publics et tailler dans les droits de la protection sociale (retraites, assurance maladie, chômage...).

POURQUOI POINTER LES SALAIRES COMME SOURCE DE L'INFLATION ?

Les hausses de salaire ne peuvent expliquer la reprise de l'inflation cette année. Mais les pointer comme une éventuelle source de l'inflation permet de ne pas remettre en cause la captation des richesses par les actionnaires et de préconiser des solutions d'évitement aux revalorisations (prime d'activité, intéressement ou participation).

ET SI LA SOLUTION, C'ÉTAIT L'INFLATION SALARIALE ?

Pour répondre au pouvoir d'achat, la solution, c'est d'abord de permettre aux salariés de faire face aux hausses de prix et de mieux consommer, en revalorisant les salaires au-dessus des prix. Favoriser le pouvoir d'achat des ménages stimulerait la consommation et offrirait des débouchés aux entreprises. Par la même occasion, cela remplirait les caisses de l'Etat et réduirait les déficits publics. L'économie du pays ne pâtirait donc pas d'une inflation salariale modérée autour des 5%. Aussi, le «risque» de voir progresser l'inflation ne saurait être un argument valable pour refuser les augmentations des salaires et les prestations sociales !



Augmenter les salaires, c'est possible



LE PAIEMENT DU TRAVAIL EST-IL TROP ÉLEVÉ EN FRANCE ?

Oui, le coût horaire du travail est de 36,5€ contre 26,6€ en moyenne dans l'UE...

... et même de 6€ en Bulgarie. Doit-on s'aligner sur les salaires les plus bas ?

Non... mais on peut baisser les cotisations sociales ?

Les baisser voir les supprimer, c'est assécher les caisses de la protection sociale donc fragiliser les droits des salariés.

Quels droits ?

Depuis plus de 75 ans, le système de protection social français a démocratisé l'accès au système de soin, amélioré, de fait, la santé des salariés et celle de leurs enfants. C'est un facteur de productivité !

Quel rapport ?

Les salariés français sont peut être mieux payés mais produisent plus, plus vite et de meilleure qualité... Ils dégagent plus de richesses !

Oui mais depuis quelques années les gains de productivité stagne...

Le ralentissement de la progression de la productivité des travailleurs français s'explique par le retard des investissements dans les nouvelles technologies et la réduction du financement de la formation.

Et les métiers qui ne créent pas de richesses ?

Le montant du salaire ne peut pas se calculer seulement à partir de critères de rentabilité à court terme. Certains métiers sont indispensables à la vie en commun et doivent être mieux reconnus financièrement !

Mais comment peut-on faire ?

Il faut arrêter de parler du coût du travail. Le travail n'est pas un coût, il produit des richesses ! Il faut s'attaquer au coût du capital et le dépasser. La France est championne du monde des versements de dividendes... Les réorienter, en partie, permettrait de financer l'innovation, la formation et les hausses de salaires ... et ça dégagerait de nouvelles richesses.

Payer un salarié coûte-t-il trop cher en France ? A force d'entendre que le coût du travail est trop élevé en France, de nombreux salariés sont perméables à cette idée.

MÉFIONS-NOUS DES STATISTIQUES

Le calcul, retenu généralement pour obtenir le coût du travail, est la somme du salaire (y compris primes, épargne salariale, etc) et des cotisations sociales, divisée par le nombre d'heures travaillées. Mais toutes les études n'intègrent pas les mêmes critères et biaisent les comparaisons. Ainsi, l'institut patronal Rexecode a travaillé son propre indice en intégrant les jours de congés et de RTT. Si l'on se réfère à Eurostat, le coût horaire moyen d'un salarié du privé en France est de 36,5€ contre 26,6 € en moyenne pour les pays de l'Union Européenne. La France fait partie du peloton de tête, derrière le Luxembourg, le Danemark, la Suède et la Belgique. Doit-on pour autant s'aligner sur la Bulgarie dont l'indicateur est sept fois inférieur à la France ?

De plus, les moyennes sont trompeuses. Elles cachent des disparités selon les secteurs économiques. Dans les services marchands, le "coût du travail" en France est plus élevé qu'en Allemagne. Mais dans l'industrie, c'est l'inverse ! Dans les faits, l'évolution du "coût unitaire du travail" en France a suivi l'évolution de la moyenne européenne.

DERRIÈRE LE "COÛT", LA PROTECTION SOCIALE

Derrière la chasse au "coût" du travail, le patronat cible les cotisations sociales qualifiées de "charges", pour mieux s'y dérober. Ce calcul affaibli le système. Mais, même fragilisé, le système de protection sociale a favorisé une prise en charge collective de la pandémie et ses conséquences : chômage partiel, gardes d'enfants, arrêts maladie, tests et vaccins...

Au delà de son rôle incontournable en temps de crise, le système de protection social français a prouvé son efficacité ses 75 dernières années... même pour les employeurs. La démocratisation de l'accès au système de soin, a amélioré la santé des salariés, les rendant plus productif ! Le patronat en fait d'ailleurs un argument pour repousser l'âge de départ à la retraite.

AU DELÀ DU "COÛT", PARLONS PRODUCTIVITÉ...

L'instrumentalisation du "coût du travail" tourne le dos à la productivité, c'est à dire le rapport entre la pro-

duction et les moyens (heures de travail et outils) utilisés pour la créer. Des salariés qui, à première vue, sont payés plus chers, produisent plus, plus vite et de meilleure qualité.

Aujourd'hui, les salariés français sont parmi les plus productifs de la planète. Selon une étude de l'OCDE, un salarié français produisait en moyenne plus de 60 euros en une heure, soit quinze fois plus qu'un ouvrier au Bangladesh !

Et si la progression de la productivité des travailleurs français tend à ralentir, la tendance s'explique d'abord par le retard des investissements dans les nouvelles technologies et dans la formation.

... ET RECONNAISSANCE DE L'UTILITÉ SOCIALE

Au delà de ce que le travail créé comme richesse, la crise sanitaire a fait émerger la question de la reconnaissance de l'utilité du travail. Comme le soulignait déjà la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 " les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune." Mais généralement, ses activités indispensables à la société dégagent pas ou peu de richesses financières selon les critères de rentabilité du système capitaliste. La qualité du travail d'une infirmière par exemple, dépend aussi du temps qu'elle y consacre. Or, aujourd'hui, le salaire est inversement proportionnel à l'utilité sociale. D'après le travail de l'Institut des politiques publiques, à mesure que le salaire horaire augmente, la proportion de salariés travaillant dans un secteur classé comme essentiel durant le confinement diminue.

ET SI ON PARLAIT COÛT DU CAPITAL ?

Marotte des politiques libérales, la modération salariale profite avant tout aux actionnaires sans retombées pour l'investissement et l'emploi. La France est championne du monde en versement de dividendes ! Alors que la part de la valeur ajoutée réservée à la rémunération du travail diminue, les entreprises versent près de 5 fois plus de dividendes aujourd'hui par rapport à il y a 40 ans. Une progression constatée même lors des années de crise.

Pour la CGT, il faut s'attaquer au coût du capital pour sortir de l'impasse économique et sociale en augmentant les salaires !

Augmenter les salaires, c'est possible

la cgt

Augmenter les salaires, c'est possible

la cgt ntn-snr